



GLOBAL TASKFORCE
OF LOCAL AND REGIONAL GOVERNMENTS
FOR **POST-2015** DEVELOPMENT AGENDA
TOWARDS **HABITAT III**

Tous les ODD sont d'ordre local : vers un Programme d'action dans le cadre d'Habitat III

**LES GOUVERNEMENTS LOCAUX ET RÉGIONAUX CÉLÈBRENT LE NOUVEL
AGENDA DE DÉVELOPPEMENT**

NEW YORK, LE 27 SEPTEMBRE

Nous, Maires, Présidents de gouvernements régionaux et représentants de nos associations, réunis à New York, célébrons l'adoption de l'Agenda 2030 pour le développement durable et la reconnaissance du rôle devant être joué par les villes et les gouvernements infranationaux dans toutes ses dimensions en général et pour les Objectifs 11 et 16 en particulier.

Rappelant les déclarations de la Taskforce mondiale de 2012 à 2015, en particulier notre déclaration commune avec tous les Grands Groupes concernant la nécessité d'un objectif indépendant sur l'urbanisation durable, **rappelant** également les recommandations de la Consultation mondiale sur la localisation, notre travail commun dans le cadre de la Campagne urbaine ainsi que la Déclaration de Lyon sur le climat et les territoires,

Nous souhaitons partager avec vous, les citoyens que nous servons, la communauté internationale, nos partenaires et nos gouvernements, les engagements et convictions suivants :

Les territoires : espaces où sont garantis les moyens de subsistance

Nous insistons sur le fait que les villes et les territoires sont les espaces où vivent femmes et hommes, filles et garçons, là où toutes et tous travaillent à leurs moyens de subsistance et là où les rêves prennent naissance. On y fait face aux inégalités et à la pauvreté, on y fournit santé et éducation, on y protège les écosystèmes et les droits humains doivent y être garantis.

La réussite de tous les ODD exige l'action locale

Nous, leaders locaux et régionaux du monde entier, sommes convaincus qu'en prêtant une attention spécifique à la localisation de tous les objectifs, en particulier à l'urbanisation durable de l'ODD 11 et à la création efficace, fiable et inclusive d'institutions dans le cadre de l'ODD 16, le nouvel agenda déclenchera le genre de transformation dans notre action commune qui mènera au monde que nous désirons.

Tous les ODD ont une dimension locale, essentielle à leur réussite. Nous, en tant que leaders politiques, avec un mandat directement attribué par nos citoyens, avons la responsabilité de contribuer à la réussite de tous les ODD.

L'Agenda 2030 est le fruit d'une consultation et d'un dialogue mondiaux sans précédents, auxquels ont participé activement les gouvernements locaux et régionaux. La reconnaissance du rôle essentiel des gouvernements locaux et régionaux dans la réussite de l'Agenda nous permettra de mobiliser les parties prenantes locales et de créer de nouveaux partenariats, basés sur la compréhension commune de notre appartenance à l'ensemble de l'humanité. Les gouvernements locaux et leurs associations doivent être renforcés pour prendre part dans les processus de réalisation, tant au niveau de la définition que de la

mise en œuvre. Tous les gouvernements locaux doivent avoir les moyens et les capacités d'améliorer l'administration, d'anticiper les demandes, de planifier et mettre en œuvre les solutions. L'évaluation par les pairs parmi les gouvernements locaux a fait la preuve de son efficacité dans le renforcement des capacités de ces derniers. Les défis rencontrés sont universels et doivent être surmontés ensemble par tous les territoires, quelle que soit leur taille et dans tous les pays, y compris les petits états insulaires en développement (PEID ou SIDS en anglais).

Les citoyens aux commandes

Nous devons nous assurer que les citoyens sont impliqués dans les décisions qui affectent leur futur. Les concepts d'« institutions efficaces, fiables et transparentes » et de « prises de décisions participatives et représentatives à tous les niveaux » ont besoin d'un cadre institutionnel clair, d'une gestion et d'une planification renforcées des capacités, de mécanismes participatifs et de négociations financières régulières entre tous les niveaux de gouvernement et les communautés locales, afin de définir les priorités et passer à l'action. La subsidiarité doit être promue en tant que moteur de renforcement de la démocratie et de la cohésion territoriale au sein d'un partenariat solide avec la société civile et les autres parties prenantes, notamment le secteur privé.

Pas de réussite sans une répartition plus juste des ressources et des investissements

Nous avons conscience que seront nécessaires des investissements publics et privés massifs, si l'on souhaite améliorer des infrastructures résistantes et l'accès aux services de bases dans les villes et les territoires, mettre fin aux inégalités, appuyer les économies locales, promouvoir la culture comme moteur de développement, faire face aux impacts des changements climatiques et créer les villes qui accueilleront 2,5 milliards de nouveaux résidents urbains dans les trois prochaines décennies, pour la plupart dans les pays en développement. La « ville doit être en mesure de mieux financer la ville » à travers la mobilisation de ressources endogènes et un accès amélioré aux financements. ***Cela suppose que tous les résidents, y compris les sociétés locales et internationales, paient leur part juste d'impôts nationaux et locaux.*** Ce qui veut également dire un accès pour les gouvernements locaux aux nouveaux mécanismes de financements, au sein de partenariats avec le secteur privé et les communautés locales. Toutefois, le financement public continuera de jouer un rôle primordial dans le financement des services et des infrastructures de base, en particulier dans les pays moins développés. **Au final**, cela implique également une répartition plus juste des ressources nationales entre les territoires et un meilleur ciblage de l'APD pour fournir un appui aux services de base dans les pays moins développés.

Nous saluons ainsi l'engagement de la coopération internationale de renforcer considérablement les capacités des municipalités et des autres autorités locales et le vif intérêt du Programme d'action d'Addis-Abeba porté au mécanisme de financement infranational, qui constituent les moyens de mise en œuvre de l'Agenda 2030. Nous attendons avec impatience que les gouvernements concrétisent cet engagement, au niveau national et comme au niveau international.

Solidarité, dignité et paix

Nous pensons que l'Agenda 2030 doit permettre aux individus de vivre et d'être ce qu'ils entendent et de les encourager à avoir pleine conscience des conséquences de leurs actions et de leurs responsabilités envers les biens communs. Pour cela, il nous faudra nécessairement combler les écarts entre les citoyens et leurs gouvernements, en consolidant ***la confiance des individus envers leurs gouvernements***, à travers un dialogue menant à la tolérance, à la compréhension et à la paix durable.

Les citoyens savent que les villes et les territoires où ils vivent n'existent pas isolément, mais subissent l'influence de phénomènes globaux, en particulier ceux

liés aux défis environnementaux. Une nouvelle compréhension de la citoyenneté est née, avec une forte dimension globale qui relie nos destins et nécessite un ancrage local. La construction de sociétés basées sur la diversité culturelle, la solidarité, l'égalité et la fiabilité selon l'approche du bas vers le haut constituera une garantie de résilience et de durabilité. Cela nous permettra de faire face aux crises humanitaires qui secouent la planète, et qui doivent être résolues si l'on souhaite la réussite des objectifs de développement durable.

Des objectifs aux actions : la localisation de l'agenda

Nous devons transformer les Agendas 2030 en politiques et actions concrètes au niveau local. Nous travaillerons sans relâche à l'amélioration de la gestion de nos territoires et nous continuerons d'innover et d'apprendre les uns des autres. Il s'agit d'un aspect primordial du processus de suivi et de révision de l'Agenda 2030 et de la révision prévue des progrès au niveau infranational. Nous ferons part des leçons tirées, lors des Négociations sur le climat de la COP 21 et de la conférence de Quito pour Habitat III, à travers la Deuxième Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux.

Deuxième Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux

Nous, héritiers d'un mouvement municipal international centenaire, créé par et pour les gouvernements locaux, organisons la Deuxième Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux en 2016. L'Assemblée s'appuiera sur les compétences des villes aux traditions internationales de longue date en matière de coopération décentralisée, ainsi que sur les associations indépendantes nationales, continentales et mondiales des gouvernements locaux. L'Assemblée sera organisée via nos structures démocratiques de représentation et sera une plateforme conjointe où les voix locales pourront être retransmises et où les recommandations et les décisions seront prises concernant les agendas mondiaux correspondants.

Nouveaux partenariats avec le leadership local

Nous appelons les gouvernements nationaux, les institutions internationales, le monde universitaire et nos partenaires de développement à nous rejoindre dans le développement de nouveaux partenariats avec les leaders politiques locaux et la société civile dans la prise de décisions.

Nous, leaders des gouvernements locaux et régionaux, réunis aujourd'hui à New York, sommes pleinement engagés dans la réussite de l'Agenda 2030 ; nous appelons à une nouvelle Architecture de gouvernance mondiale dans le cadre d'un renouvellement du Système des Nations unies, avec une participation plus importante des parties prenantes en général et la reconnaissance des gouvernements locaux et régionaux en tant que parties prenantes gouvernementales en particulier.

